

DEPARTEMENT DU VAR



DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

2024

RAPPORT

PREAMBULE

Le Débat d'Orientations Budgétaires est une étape réglementaire importante annuelle et obligatoire qui doit se tenir dans les 2 mois précédant le vote du Budget Primitif. Il a vocation d'éclairer les choix budgétaires qui détermineront les priorités et l'évolution de la situation financière de la commune.

Ce rapport doit contenir :

- les évolutions prévisionnelles concernant les dépenses et les recettes en posant des hypothèses d'évolution tendancielle de l'ensemble des flux,
- les engagements pluriannuels envisagés en investissement, en recettes comme en dépenses,
- la situation de l'état de la dette et les perspectives communales,
- la structure des effectifs et l'évolution des critères engageant le flux des dépenses de personnel ...

Ce document est mis à la disposition du public dans le délai de 15 jours après son adoption et mis en ligne sur le site internet de la Ville dans le mois.

Le DOB doit constituer un moment privilégié de débat de la stratégie financière à court et moyen terme envisagée. Le contexte général de ce débat avec le conflit en Ukraine, l'inflation galopante et la crise de l'énergie de 2022, maintiennent un cadre général pour l'exercice 2024 quelque peu incertain.

Ainsi, le rapport qui suit propose des éléments d'analyse et d'information sur l'environnement économique corrélés à la situation financière de la commune, présente et à venir. Il s'agit de perspectives évaluées en terme budgétaire mais aucunement d'engagements fermes pour le ou les exercices à venir.

SOMMAIRE

I – ELEMENTS DE CONTEXTE MACRO-ECONOMIQUE

1. L'environnement macro-économique 2023/2024
2. Les dispositions de la loi de Finances pour 2024
3. Le champ relationnel avec l'Intercommunalité

II – LA SITUATION FINANCIERE DE LA VILLE D'OLLIOULES

1. Des recettes de fonctionnement optimisées
2. Des dépenses de fonctionnement sous tension
3. Une épargne consolidée
4. Des recettes d'investissement cadencées
5. Des dépenses d'investissement en progression

III – FOCUS SUR DES INDICATEURS CLES

1. Les ressources humaines
2. La dette

IV – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR 2024

1. La section de fonctionnement
2. La section d'investissement

I – ELEMENTS DE CONTEXTE MACRO-ECONOMIQUE

1. L'environnement macro-économique 2023/2024

Le contexte

De nombreuses crises internationales depuis 2019 affectent profondément le contexte économique et social dans lequel s'inscrivent les collectivités territoriales.

Ce constat rend la prospective aléatoire tout autant que le diagnostic soit simple. En 2023, la croissance a encore ralenti touchant notamment les pays émergents hors, notamment la Chine et les USA.

De plus, et plus globalement l'argent pour les états comme pour les particuliers est devenu cher avec des taux d'intérêts à la hausse sans véritable perspective certaine sur 2024.

L'inflation

Pour sa part, l'inflation galopante en 2022 s'est atténuée et reste corrélée aux conflits mondiaux pour atteindre dans la zone Euro un taux de 5,2 % en août 2023.

Pour 2024, l'inflation liée à la hausse des taux directeurs des banques devrait être contenue. Dans la zone Euro, les prévisions d'inflation restent élevées tendant à affecter une éventuelle baisse des taux d'emprunt.

La situation française

La croissance du PIB en 2023 est estimée à 0,9 %. Cette croissance devrait toujours être affectée en 2024 par la hausse des prix de l'énergie et un ralentissement de la demande mondiale qui impacte notre balance commerciale.

Par ailleurs, le pays reste fortement endetté pour atteindre 110 % du PIB en 2025 !

Cependant, le pays faisant preuve de résilience, l'inflation devrait confirmer sa tendance baissière malgré la hausse du coût des matières premières, le pouvoir d'achat des ménages étant en situation de se rétablir.

Enfin, le taux de chômage reste en légère hausse tout en étant inférieur au niveau antérieur à la crise sanitaire de 2020.

2. Les dispositions de la loi de Finances pour 2024

Des dispositions majeures affectant notre construction budgétaire sont à considérer :

- Sur la fiscalité
 - La hausse des valeurs locatives cadastrales de 4 % induisant une hausse de produit sera payée par le contribuable

- La possibilité pour les communes d'augmenter le taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires sous condition
 - La possibilité de prévoir diverses exonérations & compensations sur la taxe foncière (logements sociaux et rénovation énergétique, logements privés de plus de 10 ans, logements neufs performants).
- Sur les dotations
 - La DGF est abondée de 320 M€ avec + 90 M€ sur la DNP et 140 M€ sur la DSU
 - La dotation sur les titres sécurisés est renouvelée
 - Le FCTVA est élargi aux dépenses liées aux aménagements de terrains.

3. Le champ relationnel avec l'Intercommunalité

De nombreux flux financiers sont constatés entre la Ville et la Métropole qui ont été consacrés par le Pacte Fiscal & Financier signé entre les communes membres et la Métropole.

- En investissement
 - Une Attribution de Compensation de 693 000 € est versée par la Ville à la Métropole en compensation des compétences transférées dans le cadre de la création de la Métropole (voirie, parking ...),
 - Un fonds de concours de 70 000 € est à recevoir par la Ville en financement d'une opération d'investissement supérieure à 140 000 € HT à définir chaque année.
- En fonctionnement
 - Une Attribution de Compensation est versée par la Métropole à la Ville à hauteur de 1 097 000 € issue du solde des transferts réalisés lors de la création de la Métropole,
 - Une dotation de solidarité communautaire reste versée annuellement à la Ville à hauteur de 95 000 €,
 - Dans le cadre de conventions de mise à disposition de personnel, un flux financier croisé est réalisé, la commune sollicitant la Métropole à hauteur de 270 000 € pour des agents de la commune travaillant pour l'antenne métropolitaine (mise à disposition ascendante),
 - Le FPIC reversé par la Métropole pour 50 % aux communes.
- Le GPU

La commune procède au règlement de l'ensemble des dépenses du GPU pour lesquelles 53,11 % relèvent d'un paiement direct et 46,89 % sont payés par la Métropole au titre de ses compétences.

La Métropole ayant plafonné sa participation à 10 200 000 €, la Ville reverse à TPM 41,03 % des sommes payées par la Métropole !

II – LA SITUATION FINANCIERE DE LA VILLE D'OLLIOULES

1. Des recettes de fonctionnement optimisées

Cette optimisation a été réitérée en 2023 qu'il s'agisse des loyers qui sont en nette augmentation ou des recettes fiscales sans hausse des taux. Une baisse sensible des droits de mutation est cependant actée (- 320 000 €).

	Moyenne 2021/2023	2021	2022	2023
Atténuation de charges (013)	94 838	95 380	103 716	85 418
Produits d'exploitation & du domaine (70)	911 959	815 541	964 741	955 595
Impôts & taxes dont (73)	12 011 038	11 103 691	12 383 507	12 545 918
- produit des 3 taxes	8 492 726	7 751 818	8 624 371	9 101 989
- attribution de compensation	1 158 246	1 169 421	1 169 421	1 135 898
- taxe sur l'électricité	483 103	448 814	314 281	686 215
- droits de mutation	1 156 620	1 114 728	1 337 557	1 017 576
Dotations & participations (74)	1 116 670	1 230 372	1 075 306	1 044 031
- DGF forfaitaire	373 180	403 670	352 338	363 532
- DNP	129 238	129 663	127 118	130 932
Autres produits de gestions (75)	959 715	912 170	777 480	1 189 494
Autres produits (76/78)	79 391	127 735	43 092	97 345
Recette réelles de fonctionnement	15 173 611	15 084 890	15 347 842	15 917 801

2. Des dépenses de fonctionnement sous tension

Une hausse sensible de ces dépenses est constatée qui tient notamment à la hausse du coût de l'énergie et des fournitures. La recherche d'un maintien des dépenses de fonctionnement reste une constante de la démarche communale de maximisation de son épargne

	Moyenne 2021-2023	2021	Réalisé 2022	Réalisé 2023
011 Charges à caractère général	2 934 870	2 551 295	3 023 182	3 230 135
012 Charges de personnel	6 405 796	5 995 525	6 477 788	6 744 058
65 Charges de gestion	1 201 050	1 078 232	1 310 525	1 214 394
66 Frais financiers	75 341	68 778	79 578	77 667
Autres dépenses réelles	63 234	76 405	1 324	111 973
Travaux en régie	- 259 915	- 239 989	- 239 824	- 299 931
Dépenses réelles de fonctionnement	10 420 376	9 530 246	10 652 573	11 078 296

3. Une épargne consolidée

Depuis 2016, la recherche d'une épargne brute supérieure à 4 000 000 € est maintenue hors les mouvements exceptionnels. C'est cette épargne que se veut garante de l'ambition de la Ville d'investir et de réaliser des équipements structurants. Ce cap est maintenu en 2023 malgré la hausse des dépenses de fonctionnement (crise énergétique, décisions du gouvernement sur les rémunérations ...).

	Moyenne 2020/2023	2020	2021	2022	2023
Epargne brute	4 997 369	5 091 626	4 954 659	5 105 245	4 837 947
Epargne nette *1	4 651 488	4 706 038	4 622 609	4 765 594	4 511 711

Epargne nette : épargne brute – remboursement capital et intérêts de la dette

4. Des recettes d'investissement cadencées

L'épargne constituée chaque année cumulée à celle de l'exercice précédent contribue au financement des investissements. Ces investissements sont, aujourd'hui, consacrés à titre principal à notre Grand Projet Urbain pour lequel la Métropole a été appelée pour sa participation.

En recettes, la commune multiplie ses sollicitations auprès des institutionnels que sont la DRAC, l'Etat, la Région et le Département ...

Outre cette action déterminée pour obtenir des subventions, la commune bénéficie du produit de cessions (le cas échéant), du FCTVA, du produit de la taxe d'aménagement. Aucun emprunt n'a été appelé en 2023.

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023 provisoire
RECETTES PROPRES D'INVESTISSEMENT				
- FCTVA	378 120	Ø	1 609 495	897 454
- Taxe aménagement	160 685	10 984	530 825	247 223
- Autres dettes	-	-	-	-
- Autres créances	-	-	-	269 919
SUBVENTIONS (13)	44 380	867 426	2 760 036	1 004 561
EMPRUNTS	Ø	Ø	Ø	Ø
Excédents de fonctionnement capitalisés	4 740 841	4 348 396	4 501 399	4 680 968

5. Des dépenses d'investissement en progression

Le Grand Projet Urbain de requalification du centre-ville « La Noria » se voit consacrer une importante masse budgétaire des exercices 2023 à 2026. 2023 marque le début des travaux de gros œuvre qui devraient s'accélérer fortement en 2024 & 2025.

D'autres travaux ont été également engagés en 2023 comme le Centre des Métiers d'Art ou la réalisation de logements sociaux.

	2019	2020	2021	2022	2023
Dépenses d'équipement brut	5 873 000	10 103 835	5 981 138	7 761 845	7 509 964
Dépenses d'équipement brut par habitant	425 €	726 €	424 €	550 €	526 €
DEB Strate 10 à 20 000 habitants	329 €	331 €	309 €	361 €	-

III – FOCUS SUR DES INDICATEURS CLES

1. Les ressources humaines

Une mutation progressive de notre effectif a été réalisée avec le personnel transféré de la Ville à la Métropole en 2017 pour les OM et en 2019 pour la Métropole.

Ce phénomène a réduit notre effectif de 21 agents et 17,1 ETP et, créé en conséquence, des flux financiers entre la Ville et l'Intercommunalité.

Des conventions de mise à disposition de personnels demeurent entre la Commune et la Métropole qui sont ascendantes (personnel communal mis à disposition de la Métropole) et descendantes (personnel de la Métropole transféré, mis à disposition de la Ville).

Par ailleurs, notre bilan social atteste d'une pyramide des âges vieillissante et d'un relatif déséquilibre hommes/femmes. Ce déséquilibre étant accentué par le départ à la Métropole de 18 ETP hommes sur 20 ETP.

- Les effectifs budgétaires et la masse salariale

La stabilité des effectifs du personnel communal est essentielle à la stratégie financière de la collectivité qui entend maîtriser ses dépenses de fonctionnement.

Les départs de personnels vers la Métropole ont été absorbés budgétairement par l'attribution de compensation qui est un flux d'équilibre financier entre la Métropole et la Ville.

En effet, en 2017, avec les ordures ménagères collectées en régie, ce sont 12 agents représentant 8,9 ETP qui ont été transférés. En 2019, avec la Métropole, ce sont 9 agents supplémentaires qui ont été transférés représentant 8,2 ETP.

Les effectifs au 31.12.2023

	2023	Tendance 2024
STAGIAIRES	2	▼
TITULAIRES	99	▲
NON TITULAIRES	72	▲
TOTAL AGENTS	173	
TOTAL ETP	158	

La masse salariale a connu une augmentation en 2023 par rapport à 2022, liée notamment à la hausse de la valeur du point d'indice et à la mise en place de la prime de pouvoir d'achat (2 décisions d'Etat non compensées).

Les charges de personnel de 2019 à 2024

	2019	2020	2021	2022	Réalisé 2023	OB 2024
Rémunérations	3 263 188	3 220 438	3 534 274	3 997 474	4 365 367	4 550 000
Rémunérations accessoires	626 233	606 119	602 078	456 786	256 605	300 000
Autres rémunérations	34 209	79 122	50 119	66 103	49 297	55 000
Charges patronales	1 713 986	1 639 458	1 809 061	1 957 425	2 072 790	2 195 000
Charges brutes	5 637 616	5 545 137	5 995 526	6 477 788	6 744 059	7 100 000

La commune a initié depuis de nombreux exercices, une gestion prévisionnelle des ressources humaines qui nécessite notamment, plusieurs stratégies concomitantes :

- l'anticipation des départs à la retraite

- l'optimisation de l'organisation du travail
- une politique de redéploiements internes quand cela s'avère possible.

Pour information, la répartition homme/femme au sein de la collectivité est la suivante avec une traditionnelle représentation symptomatique de la Fonction Publique Territoriale (personnel titulaire & stagiaire).

Deux répartitions de la situation du personnel territorial sont rappelées par sexe et catégorie (personnel titulaire et stagiaire).

CATEGORIE	SEXE		TOTAL	Part relative
	FEMME	HOMME		
A	9	2	11	10,9 %
B	10	3	13	12,9 %
C	50	27	77	76,2 %
TOTAL	69	32	101	100 %
Pourcentage	68,3 %	31,7 %	100 %	

- Rémunération des agents

La rémunération des agents titulaires et stagiaires de la collectivité se décompose ainsi qu'il suit :

- le traitement indiciaire (indice, grade)
- le régime indemnitaire (mensualisé)
- la prime de fin d'année, équivalente à un 13^{ème} mois, assise sur la présence moitié et la manière de servir pour l'autre moitié
- différents avantages en nature sont servis à des agents ayant droit : véhicule de fonction, repas, logement de fonction
- une adhésion au COS Var permet aux agents de bénéficier de tarifs avantageux et de différents bons
- un studio appartenant à la Ville à SUPER DEVOLUY est mis à disposition du personnel
- en 2021, la commune a mis en place la délivrance de tickets repas (10 par mois) d'une valeur faciale de 6 € pris en charge 50/50 par la Ville et l'agent qui est passé à 7 € (4 € Ville, 3 € agent à compter du 1.01.2024)
- forfait mobilité durable.

- Temps de travail

Pour satisfaire aux textes nécessitant d'arrêter rigoureusement le temps de travail des agents à temps complet à 1607 heures de travail annuel effectif, après concertation avec l'ensemble des services, un système à 3 solutions a été retenu hors les services qui nécessitent une annualisation de leur temps de travail.

- Horaire de 37H50 hebdomadaire avec 25 jours de congés annuels et 14 jours de RTT
- Horaire de 36H25 hebdomadaire avec 25 jours de congés annuels et 6,5 jours de RTT
- Horaire de 35H00 hebdomadaire avec 25 jours de congés annuels

La collectivité peut sur sollicitation de l'agent, après avis du chef de service, autoriser des aménagements d'horaires sur un temps complet, ou solliciter un temps partiel (80 % ou 90 % par exemple).

2. La dette

- Constat

BUDGET PRINCIPAL

Le niveau d'endettement de la commune fait l'objet d'une attention particulière et évolue favorablement pour 2 raisons essentielles :

- le non recours à de nouveaux emprunts
- des emprunts échus

Le CRD (capital restant dû) est donc à la baisse ainsi que le démontre le tableau ci-après :

	1 ^{er} .01.2020	1 ^{er} .01.2021	1 ^{er} .01.2022	1 ^{er} .01.2023	1 ^{er} .01.2024
Capital restant dû	3 940 407	3 677 737	3 432 090	3 206 727	2 980 492

Sur ces bases et sans recours à l'emprunt en 2024, le CRD au 31.12.2024 devrait s'élever à 2 748 886 € (sauf à réaliser un emprunt pour la réalisation de logements sociaux).

La dette relative à l'exercice 2024 est constituée de 12 emprunts dont la répartition par prêteur est la suivante :

Prêteurs	Nombre de prêts	CRD au 31.12.2023	CRD au 31.12.2024
CAISSE DES DEPOTS & CONSIGNATIONS	9	1 080 893	1 014 714
Société de Financement Local	3	1 899 599	1 734 172
TOTAL	12	2 980 492	2 748 886

Ces 12 prêts sont dorénavant à taux fixe. Le taux moyen de la dette est fixé à 2,98 % en 2023. Ce taux est la conséquence du réaménagement de dette opéré en 2018 permettant de transformer un prêt de la SFIL d'un taux structuré de 3,65 % à un taux fixe de 2,25 %.

Il est rappelé que :

- les taux des emprunts CDC sont assis sur le livret A (tendance à la hausse)
- les 3 emprunts effectués auprès de la SFIL, un seul demeure à taux structuré.

Pour information, au 31 décembre 2024, le CRD des emprunts effectués auprès de la SFIL pour le financement de l'acquisition et de l'aménagement de la Castellane s'élèvera à 1 734 172 € représentant 63,08 % de l'encours de la dette communale.

DETTE GARANTIE

Pour les bailleurs sociaux essentiellement et pour quelques garanties hors les logements sociaux, la commune a garanti un CRD au 1^{er} janvier 2024 de 6 148 902 €.

Il est précisé que la Métropole est dorénavant appelée à garantir les opérations de création des logements sociaux en lieu et place des communes (nouvelles opérations).

- Année en cours & perspectives

La commune n'a plus emprunté depuis 2014. Dans le cadre de la gestion active de la dette, un emprunt a été remboursé à taux révisable et un autre sur un taux structuré est passé en taux fixe. Aucun emprunt n'a été contracté en 2023 comme pour les exercices précédents.

Pour 2024, le remboursement du capital de la dette est estimé à 231 606 € et les intérêts à 82 343 €.

Pour les exercices à venir, la commune dans le cadre de la production de logements sociaux pourra appeler des emprunts de la CDC assis sur le livret A (possible en 2024).

- Analyse comparative

La dette communale par habitant est un indicateur, parmi d'autres, de bonne santé financière. Il dépend de la population qui évolue en commune d'Ollioules et du capital restant dû qui est tendanciellement à la baisse.

Dette communale

	OLLIOULES Dette par habitant				MOYENNES COMPAREES	
	Dette au 1.01.2022	Dette au 1.01.2023	Dette au 1.01.2024	Dette projetée au 31.12.2024	Nationale Strate 2022	TPM 2022
CRD en €	3 430 735 €	3 206 727	2 980 492	2 748 886	-	-
Population	14 050	14 119	14 260	14 278	-	-
Dette/habitant en €	244 €	227 €	209 €	193 €	800	765

Le ratio de mesure de l'endettement est celui du CRD rapporté au Recettes Réelles de Fonctionnement. Pour Ollioules, au 31.12.2023 avant l'arrêt du compte administratif, ce ratio est estimé à 0,19 alors que le seuil d'alerte est de 1,21.

Un second paramètre d'analyse consiste à mesurer la capacité de désendettement de la Ville qui mesure la solvabilité de la commune. Il s'agit de comparer le niveau de l'épargne brute à l'encours. Comme pour les exercices précédents, ce rapport est bien inférieur à 1 an, soit 0,59. La moyenne des communes est située entre 5 & 7 ans, le seuil critique à partir de 10 ans.

IV – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR 2024

1. La section de fonctionnement

Les résultats agrégés depuis 2020 traduisent la volonté permanente de se donner les moyens d'investir notamment pour financer le Grand Projet Urbain sans recours excessif à l'emprunt.

- Les recettes de fonctionnement

L'évolution des recettes en 2023 a été, pour certaines, en retrait notable (droits de mutation) et pour d'autres en évolution favorable (produit fiscal, DGF, revenus du patrimoine communal ...).

Pour 2024, la tendance en recettes est à la stabilisation avec un produit fiscal qui ne devrait augmenter que par l'évolution des bases. Horizon 2026, la trajectoire s'avère favorable sur un rythme modéré.

	Budget total 2023	OB 2024 Opérations réelles	Tendance		Commentaires	Tendance 2025/2026
			2025	2026		
013 Remboursement de rémunérations	76 000	84 000	80 000	80 000	Situation des contrats aidés & remboursements des assurances statutaires	→
70 Produit d'exploitation et du domaine	930 000	945 000	955 000	965 000	Stabilité relative + 1 %/an	↗
73 Impôts et taxes	12 432 000	12 681 000	13 005 000	13 270 000	Produit fiscal & autres produits + 2 %/an (sans hausse des taux) + 4 % en 2023 du produit fiscal	↗
. Produits 3 taxes	9 188 000	9 555 000	9 750 000	9 950 000		↘
. Attribution de compensation TPM	1 135 000	1 077 000	1 059 000	1 021 000		↗
. Taxe sur l'électricité	320 000	500 000	510 000	520 000		→
. Droits de mutation	1 100 000	1 000 000	1 100 000	1 100 000		
74 Dotations & subventions	1 141 000	1 030 000	1 040 000	1 050 000	Aucune maîtrise sur ce produit de l'Etat éligibilité stable (-2 %/an)	↘
. DGF forfaitaire	363 000	365 000	365 000	365 000		
. DSU & DN péréquation	127 000	130 000	130 000	130 000		
75 Autre produits de gestion	1 045 000	1 195 000	1 210 000	1 230 000	Loyers en augmentation (+ 1 à 2 %) soit + 1,5 %	↗
76/77 Produits financiers & exceptionnels	53 500	90 000	45 000	5 000	Produit parts sociales cession en 2025	↘
RECETTES REELLES	15 677 500	16 025 000	16 325 000	16 600 000		↗

Le scénario horizon 2026, terme du mandat, œuvre pour une parfaite optimisation des niveaux de recettes sans augmenter les taux de fiscalité. Pour 2023, la hausse nominale des bases de fiscalité de 7,1 % procure à la commune une recette supplémentaire estimée à 600 000 € ! Cette hausse sera de 4 % pour 2024.

D'autres recettes sont plus aléatoires hors nos régies et loyers :

- La DGF qui est annoncée stabilisée ?!
- Les droits de mutation perçus supérieurs à 1 300 000 € en 2022 ?
- L'Attribution de Compensation versée par TPM qui baisse de 38 000 € (impact du Pacte Financier sur les déchets ...)
- Le produit des régies et loyers qui évolue favorablement.

- Les dépenses de fonctionnement

La projection en section de fonctionnement des dépenses reste aléatoire et contrainte.

Le coût de l'énergie reste en effet, problématique sur le coût des fluides comme sur celui des prestations de service. Ainsi, toute lisibilité de l'évolution de ces postes de dépenses reste difficile.

Pour les subventions versées aux associations et organismes divers, il s'agit d'une dimension politique que la collectivité entend maîtriser.

Enfin, poste de dépenses majeur, les charges de personnel sont contraintes à la hausse par des mesures du gouvernement (point d'indice, valeur du point, autres décisions ...) et par des recrutements notamment pour les équipements à créer ou en cours de création (Centre des Métiers d'Art, musée de la serrure et des clés, GPU ...).

Une projection à 3 / 4 ans est envisagée avec prudence et sincérité.

CHAPITRES	Budget total 2023	OB 2024 Opérations réelles	Tendances		Commentaires	Tendance 2025/2026
			2025	2026		
011 Charges à caractère général	3 470 000	3 500 000	3 650 000	3 900 000	Evolution à 4 à 5 % par an	↗
012 Charges de personnel	6 870 000	7 100 000	7 750 000	8 300 000	Evolution propre au GPU	↗
65 Autres charges de gestion	1 300 000	1 309 000	1 320 000	1 340 000	Hypothèse + 1 %	↗
66 Charges financières . Intérêts . Frais financiers	90 000	86 000	130 000	250 000	Emprunt en 2025	↗
67 Autres charges	10 000	5 000	5 000	5 000		→
Travaux en régie	- 300 000	- 300 000	- 300 000	- 300 000	Plafond	→
Dépenses réelles de fonctionnement	11 440 000	11 700 000	12 355 000	13 495 000		↗

2. La section d'investissement

La section d'investissement du budget communal va concerner sur les exercices à venir, schématiquement, 2 natures de dépenses d'équipement brut :

- Les dépenses propres au Grand Projet Urbain avec la spécificité de travaux délégués par la Métropole à la Ville qui induisent des écritures budgétaires et comptables complexes.
- Les autres dépenses d'équipement brut qui concernent les études, acquisitions et travaux.

Pour le GPU, sur l'exercice 2024 et les suivants, une synthèse peut être proposée :

❖ Coût TTC opération estimé	51 102 450 €
❖ Coût imputable à la Métropole	23 960 069 €
❖ Coût imputable à la Ville	27 142 181 €
❖ Financement réalisé sur opération (2020/2023)	9 723 712 €
❖ Besoin de financement 2024	18 000 000 €
❖ Appel à l'emprunt 2024	Ø

Sur le mandat 2014-2020, une ambition de 33 millions d'euros avait été réalisée avec la création de nombreux équipements structurants.

Pour le mandat 2020-2026, l'ambition affichée est de plus de 70 millions d'euros au regard du poids du GPU. Pour atteindre cet objectif, la commune entend atteindre un financement en 3 parts évalué ainsi :

⇒ Epargne	45 %
⇒ Subventions, cessions, FCTVA	40 %
⇒ Emprunt	15 %

Sur ces bases, le financement des dépenses d'équipement brut de la Ville serait assuré avec un recours à l'emprunt estimé à 10 millions d'euros sur la période.

- Les dépenses d'investissement

La commune, au regard de son ambition qui culmine à plus de 70 000 K€, a posé une programmation pluriannuelle des investissements qui intègre les opérations en cours et envisagées jusqu'au terme du mandat.

Pour 2024, des opérations sont confirmées, engagées ou à engager :

• Le Grand Projet Urbain	18 000 000 €
• Les acquisitions de matériels, mobiliers & véhicules	400 000 €
• Le musée de la Serrure et des Clés	650 000 €
• Le projet PICHAUD (promenade & place)	1 000 000 €
• Les travaux récurrents des bâtiments	615 000 €
• La rénovation de logements sociaux	1 177 000 €
• Les acquisitions foncières	1 500 000 €
• La rénovation énergétique des bâtiments communaux	900 000 €
• L'aménagement du CRAPA	100 000 €
• Le jardin PIOT	450 000 €

Cette liste reste non exhaustive et nécessite pour certaines opérations, le recours à de la délégation de maîtrise d'ouvrage.

Les dépenses – Scénario horizon 2026

	OB 2024	Projection pluriannuelle		
		2025	2026	2027
Dépenses d'équipement brut hors GPU	8 328 000	6 093 000	6 493 000	5 093 000
Acquisitions foncières	1 500 000	1 500 000	1 500 000	800 000
Autres travaux & acquisitions	1 135 000	1 000 000	1 900 000	1 200 000
VAD Métropole PICHAUD	550 000	200 000	-	-
Travaux de logements sociaux	1 177 000	700 000	300 000	300 000
Travaux structurants de bâtiments	1 813 000	1 200 000	700 000	700 000
Travaux sous MOD hors GPU	1 460 000	800 000	3 000 000	700 000
AC versée à la Métropole	693 000	693 000	693 000	693 000
Dépenses d'équipement brut GPU	21 500 000	14 700 000	11 800 000	4 100 000
MOD VAD-GPU (base 18 000 K€)	9 500 000	7 500 000	5 500 000	2 000 000
MOD VAD pour la Métropole (base 18 000 K€)	8 500 000	6 500 000	4 500 000	1 500 000
Fonds de concours Ville à TPM (41,03 %)	3 500 000	2 700 000	1 800 000	600 000
Autres dépenses réelles	103 415,66	80 000	50 000	50 000
Remboursement de dette	235 000	290 000	330 000	420 000
TOTAUX mouvements réels	30 166 415,66	21 163 000	18 673 000	9 663 000

Ces prévisions pluriannuelles relèvent d'une hypothèse issue de la valorisation des travaux programmés. Divers aléas peuvent affecter ce scénario voire, le contraindre, notamment la capacité de la Ville à obtenir des subventions ou constituer de l'épargne.

- Les recettes d'investissement

La commune s'appuie sur un financement qu'elle entend optimiser, toujours fondé sur :

- L'épargne,
- Le remboursement de la TVA, la Taxe d'Aménagement
- Les subventions et fonds de concours à recevoir ou encore les produits de cessions
- L'emprunt ...

Toute projection en matière de soutien externe reste difficile notamment au regard des arbitrages rendus (Etat, DRAC, Région, Département, ...) s'agissant de distinguer les subventions notifiées des subventions espérées ou sollicitées.

A ce stade, dans le cadre du Grand Projet Urbain, pour les exercices 2024 à 2026/2027, une perspective de financement est proposée (GPU & l'ensemble des dépenses d'équipement).

	Recettes d'investissement 2024-2026	Répartition en %
Fonds propres	21 000 000	37,5 %
Cessions	7 200 000	12,9 %
FCTVA & recettes fiscales	4 500 000	8 %
Subventions attendues	5 600 000	10 %
Paielement Métropole GPU Hors GPU	7 500 000 210 000	13,8 %
Emprunts prévisionnels	10 000 000	17 %
	56 010 000	100,00 %

Les sommes proposées sont des objectifs pluriannuels. Des démarches actives sont engagées pour optimiser les subventions à recevoir notamment auprès de l'Etat (DETR-DSIL) et du Département (subvention annuelle). Ces subventions sollicitées demeurent aléatoires à partir de 2024.

Le fonds de concours de la Métropole pour le GPU est annoncé, plafonné à 10 200 000 €. Les cessions au titre du GPU participent à l'équilibre du financement.

Les fonds propres proposés se décomposent en 3 parts :

- ✓ Une épargne constituée de 12 500 000 € à réaliser sur 3 ans
- ✓ La récupération de parts sociales pour 3 000 000 €
- ✓ Une balance d'entrée de 5 500 000 € (fond de roulement positif).

Ce financement prévisionnel de 2024 à 2026 doit être mis en perspective des dépenses d'investissement estimées sur 3 ans (2024/2026).

	2024 - 2026
Recettes d'investissement réelles estimées	56 010 000
Dépenses d'équipement brut GPU (95 %)	37 000 000
Dépenses d'équipement brut hors GPU (80 %)	15 800 000
Autres dépenses	1 200 000
AC Métropole	2 080 000
Dépenses d'investissement réelles estimées	56 080 000

Ces postulats aboutissent à un financement de l'ensemble des dépenses d'équipement brut projetées horizon 2026 en restant une commune dont la dette par habitant sera inférieure à la moyenne nationale avec une pression fiscale en deçà des références des moyennes nationales.

Budget des caveaux

Ce budget ne concerne en 2024 que la cession des caveaux dont une tranche de travaux a été livrée en 2022/2023.

Il n'est pas prévu de travaux en 2024, une procédure de reprise au cimetière Central est en cours d'investigation.